

Avis de Soutenance

Madame Anne GOERENS

Science Politique

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés
Les politiques de transition énergétique en situation postcoloniale. Une analyse comparée des processus de politisation en Guadeloupe et à la Barbade.

Travaux dirigés par Monsieur Eric SAVARESE et Madame Laura MICHEL

Soutenance prévue le **mercredi 02 décembre 2026** à 14h00

Lieu : 39 Rue de l'université, 34000 Montpellier

Salle : Justitia

Composition du jury proposé

M. Eric SAVARESE	Professeur des universités	Université de Montpellier	Directeur de thèse
Mme Laura MICHEL	Professeur des universités	Université de Montpellier	Directrice de thèse
Mme Anne-Cécile DOUILLET	Professeur des universités	Université de Lille	Rapporteure
M. Andy SMITH	Directeur de recherche	Centre Émile Durkheim-Sciences Po Bordeaux	Rapporteur
M. Yves DÉLOYE	Professeur des universités	Sciences Po Bordeaux	Examineur
Mme Stéphanie DECHÉZELLES	Professeur des universités	Université de Pau et des Pays de l'Adour	Examinatrice
M. Yann BÉRARD	Maître de conférences	Université des Antilles	Examineur

Mots-clés : Politiques de transition énergétique, Situation postcoloniale, Politisation, Guadeloupe, Barbade, Intermédiation

Résumé :

Comment les trajectoires historiques des territoires influencent-elles les processus de politisation autour des énergies renouvelables, et, ce faisant, les politiques de transition énergétique ? Pour répondre à cette question, cette thèse s'appuie sur une comparaison entre la Guadeloupe et la Barbade, deux territoires insulaires dotés de ressources naturelles comparables et de réseaux électriques autonomes, mais dont les configurations d'acteurs se sont institutionnalisées différemment au fil de l'histoire. Nous analysons les processus de politisation qui se déploient autour des énergies renouvelables, compris comme des dynamiques de conflictualisation et de conformation (Déloye et Haegel 2019), en adoptant une approche processuelle structurée en trois séquences analytiques interdépendantes : la mise à l'agenda des instruments d'action publique énergétique, leur réception par les acteurs locaux et les dynamiques de rétroaction dans l'espace public. Fondés sur des entretiens et des observations menés en Guadeloupe et à la Barbade, ces

résultats mettent en évidence trois dimensions structurantes des processus par lesquels les acteurs s'approprient les énergies renouvelables dans ces deux situations postcoloniales. Premièrement, la thèse montre que les dynamiques de résistance et de conformation sont constitutives des transitions énergétiques dans les deux territoires. Les acteurs articulent des formes de conflictualité plus ou moins visibles dans l'espace public et diverses formes de conformation, en mobilisant les différentes échelles de gouvernance (locale, nationale, internationale) et divers espaces d'action collective. Deuxièmement, la comparaison révèle que l'articulation entre résistance et conformation dans les dynamiques de transition énergétique dépend des configurations d'acteurs ancrées dans des trajectoires postcoloniales territorialisées. Dans le contexte barbadien, où les activités d'intermédiation entre divers groupes sociaux et entre ces groupes et les pouvoirs publics sont nombreuses et institutionnalisées, les normes et les ressources ont tendance à circuler. En Guadeloupe, face à la captation de la gouvernance énergétique par un faible nombre d'acteurs technocratiques, la réception révèle une forte fragmentation entre les groupes sociaux (autour de leur rapport au changement politique, à l'historicité, au marché et à l'innovation technologique), qui se sont historiquement structurés dans un contexte postcolonial. Troisièmement, l'analyse met en évidence que les processus de politisation sont influencés par les assemblages sociotechniques des deux îles, dans la mesure où les infrastructures électriques centralisées, qui assurent le lien entre les flux énergétiques, les producteurs et les consommateurs, résistent au changement. L'injonction normative à une électricité stable et constamment disponible permet aux gestionnaires de réseau des deux territoires de résister à une remise en question radicale de leur position dans l'ordre énergétique.

Summary:

How do the historical trajectories of territories influence the processes of politicisation surrounding renewable energy, and, in doing so, energy transition policies? To answer this question, this thesis draws on a comparison between Guadeloupe and Barbados, two island territories with comparable natural resources and autonomous electricity grids, but whose stakeholder configurations have become institutionalised differently over the course of history. This study analyses the processes of politicisation unfolding around renewable energy – understood as dynamics of conflict and conformity (Déloye and Haegel 2019) – by adopting a process-based approach structured around three interdependent analytical sequences. These entail the inclusion of public energy policy instruments on the political agenda, their reception by local actors, and the consequent feedback loops within the public sphere. Based on interviews and observations conducted in Guadeloupe and Barbados, these findings highlight three key dimensions of the processes through which actors appropriate renewable energy in these two postcolonial contexts. Firstly, the thesis argues that the dynamics of resistance and accommodation are integral to energy transitions in both territories. Stakeholders articulate forms of conflict that are more or less visible in the public sphere, alongside various forms of accommodation, by engaging with different levels of governance (local, national, international) and various venues for collective action. Secondly, the comparison reveals that the relationship between resistance and conformity within the dynamics of the energy transition depends on configurations of actors rooted in territorialised postcolonial trajectories. In the Barbadian context, where brokerage activities between various social groups as well as between these groups and the public authorities are numerous and institutionalised, norms and resources tend to circulate. In Guadeloupe, faced with the capture of energy governance by a small number of technocratic actors, the analysis reveals significant fragmentation amongst social groups (based on their relationship to political change, historicity, the market and technological innovation), which have historically been structured within a postcolonial context. Thirdly, the analysis highlights that processes of politicisation are influenced by the socio-technical assemblages on both islands, insofar as centralised electricity infrastructures – which link energy flows, producers and consumers – resist change. The normative imperative for a stable and constantly available electricity supply enables

network operators in both territories to resist any radical questioning of their position within the energy governance.